

Denis Ranque : « La puissance publique reste essentielle pour pousser l'économie verte »

Cette semaine, EurActiv.fr consacre un dossier spécial à l'économie verte. Entretien avec le président du Cercle de l'Industrie, Denis Ranque, dont l'organisation a publié une étude sur l'avancée des filières industrielles dans ce domaine.

Interview publiée le lundi 5 décembre 2011



Pourquoi avoir fait une deuxième étude sur l'économie verte, un an seulement après la première?

Notre précédente étude, publiée en juin 2010, avait examiné le potentiel de l'économie verte de façon globale, pour savoir si les opportunités offertes par le Grenelle de l'environnement étaient plus créatrices de valeur que l'effet négatif des contraintes imposées aux entreprises.

Nous avons alors noté qu'il y avait des incertitudes sur la croissance verte en fonction des secteurs. Nous avons donc conclu qu'il fallait examiner la situation filière par filière.

Cette deuxième étude a été menée un peu avant le renforcement de la crise, au cours du premier semestre 2011. Elle ne tient pas compte du nouveau cycle de consommation dans lequel nous rentrons et du risque qui pèse sur le crédit aux entreprises.

60% des entreprises voient l'économie verte comme une opportunité. Mais seulement deux entreprises sur quinze répondent que c'est une réalité aujourd'hui. Comment l'expliquer?

La majorité des 15 entreprises membres du Cercle de l'Industrie qui ont participé (sur 31 membres au total) ont considéré que la croissance verte était globalement positive pour l'industrie. Mais les cas où le marché est déjà rentable sont relativement limités. Dans la plupart des domaines, le développement du potentiel que nous constatons dépendra soit de l'évolution du prix de l'énergie, soit de l'évolution de la technologie, soit de l'évolution de la réglementation

Sur les sept secteurs examinés, l'efficacité énergétique des bâtiments semble être en pointe...

C'est "le champion", sans aucun doute. Tous les éléments qui conditionnent son développement sont rassemblés aujourd'hui. Le secteur est rentable, car il n'y a pas d'énergie plus rentable que celle que l'on ne consomme pas. De plus, les pouvoirs publics ont fait leur travail, puisqu'ils sont en train de présenter, dans le sillage du Grenelle de l'Environnement, de nouvelles normes énergétiques pour les bâtiments.

Enfin, le potentiel de croissance est considérable. 1,5 millions de personnes travaillent dans ce secteur en France, et le chiffre d'affaire de ce marché devrait passer de 7 milliards en 2007 à 16 milliards en 2020.

Mais la crise va jouer. En fonction du nombre de logements construits, ces chiffres seront à moduler. Sur le marché de l'immobilier neuf, imposer des normes n'est pas très compliqué. Dans le bâtiment ancien, ce n'est pas la conjoncture qui fait le marché, mais plutôt la faculté de financer la rénovation, ce qui est plus facile pour les entreprises que pour les ménages.

Les biocarburants et la chimie verte sont également des filières qui démarrent bien...

Dans les deux cas, une économie existe aujourd'hui. Au plan mondial, on ne compte que 2,5% de biocarburant, ce qui reste relativement modeste. Mais on sait déjà qu'il y a trois générations possibles de biocarburants.

Pour la chimie verte, cela commence à être une réalité tangible. Ce secteur représente 10% de l'emploi et du chiffre d'affaire d'Arkema. De plus, contrairement aux biocarburants, dans lesquels les pouvoirs publics ont des marges de manœuvre, le modèle économique de la chimie verte doit fonctionner seul pour que les industriels financent ce secteur.

Pourquoi le secteur des « smart grids » semble-t-il moins porteur?

Les « smart grids » sont dans une situation intermédiaire. Tout le monde sait que l'utilisation intelligente des technologies de l'information appliquée au transport de l'électricité est une source d'économies aussi bien financière qu'énergétique.

Une bonne connaissance de la localisation des besoins d'énergie dans l'espace et dans le temps peut permettre d'améliorer le fonctionnement du réseau. Surtout si l'on finit par y ajouter l'intelligence des consommateurs.

Le problème des « smart grids » n'est pas le modèle économique, ni la technologie, mais la vitesse avec laquelle il est possible d'équiper des millions de maisons. Il y a un problème de mise en œuvre et de flux financier.

Dans le domaine du captage et du stockage de CO2, les industriels sont-ils frileux?

C'est le secteur le moins avancé, mais une solution nécessaire à terme, si l'on veut respecter les objectifs ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Les technologies existent mais demandent à être validées à l'échelle industrielle. Les expérimentations à grande échelle restent nécessaires.

Enfin, ces investissements demanderont des décennies pour être rentabilisés. Quoi qu'il arrive, ces opérations ne seront pas fiables tant que le carbone n'aura pas un prix clair et stable dans la durée. Et là, tout est entre les mains des pouvoirs publics.

Dans la période de crise grave que nous traversons, il ne faudra pas compter sur le soutien financier de l'Etat pour aider les filières à se structurer. Les entreprises vont donc devoir se débrouiller seules...

Le rôle de la puissance publique reste essentiel pour pousser l'économie verte. Ce qui est coûteux pour l'Etat est l'incitation à l'innovation, cependant, il faut absolument la conserver. Chaque année le Crédit Impôt Recherche est reconduit d'extrême justesse, et j'espère que cela sera encore le cas cette fois-ci. C'est une mesure-clé pour conserver les pôles recherches des grands groupes sur le territoire français et pour favoriser la recherche dans les PME.

Certaines mesures d'économie verte rapportent cependant de l'argent à l'Etat. C'est le cas, par exemple, de la mise en place d'un système d'enchères de quotas d'émission de CO2 où d'une éventuelle taxe carbone.

Mais créer ces systèmes uniquement en France ou en Europe et ne pas imposer les mêmes contraintes de prix aux produits importés est contraire à notre intérêt.

Enfin, il ne faut pas oublier que les grands succès industriels sont des succès d'achat public. Le hic est qu'aujourd'hui les acheteurs sont les opérateurs privés qui n'ont donc pas le même souci de créer une politique industrielle.

Le secteur des renouvelables est absent de cette étude. Pourquoi?

Nous n'avons pas voulu être exhaustifs. L'objectif était de développer les thèmes qui ont suscité l'intérêt d'au moins deux ou trois entreprises membres du Cercle de l'Industrie. L'énergie solaire ou l'énergie éolienne n'ont pas donné lieu à des réactions.

Mais nos conclusions générales restent parfaitement applicables : certaines filières de l'économie verte commencent à être rentables. Cependant des accélérateurs publics sont encore nécessaires, par la voie réglementaire, par le biais de grands marchés comme pour l'éolien offshore, ou par la voie financière comme le "sur-prix" payé au courant d'origine photovoltaïque.

Quel pourrait être l'impact d'un échec des négociations internationales sur l'avenir du protocole de Kyoto pour l'industrie en Europe?

Il est dans l'intérêt de l'industrie européenne que les négociations post-Kyoto aient une issue positive.

Autant l'Europe peut avoir sa propre politique de l'eau ou des déchets, ces phénomènes environnementaux étant parfaitement locaux, autant les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre doivent être traitées à l'échelle globale.

Si les objectifs européens en matière de réduction des émissions de CO2 n'étaient pas partagés par le reste de la planète, nous pourrions être contraints de revoir nos ambitions à la baisse. C'est bien de faire la course en tête, à condition de ne pas la faire seul.

Une stratégie industrielle européenne dans le domaine de l'économie verte pourrait-elle devenir une réalité?

Les industries françaises sont tellement encadrées par les politiques européennes de la concurrence, de l'environnement et du climat qu'il est très difficile d'imaginer une politique industrielle nationale qui ne serait pas légitimée au niveau européen.

Malheureusement, tous les pays ont un degré de conscience différent de cet impératif. Soit parce qu'ils sont plus "verts" que les autres, comme l'Allemagne, soit parce qu'ils sont plus libéraux comme l'Angleterre, soit parce qu'ils n'ont plus beaucoup d'industrie comme les pays du Sud...

Par ailleurs Bruxelles est axé sur le libéralisme. Toutes les politiques européennes ont été fondées sur le marché unique, la compétition, l'interdiction de constituer des champions trop grands. Il faut revoir l'ADN européen de ce point de vue.

Il y a deux ans, l'expression politique industrielle était imprononçable à Bruxelles. Aujourd'hui, il y a un commissaire européen à l'Industrie qui fait des propositions. Mais nous n'en sommes qu'au début.

Propos recueillis par Clémentine Forissier